

# LA PRESSE EN REVUE...



**MERCREDI 30 AVRIL 2014**

## SOMMAIRE

- 1) Mélenchon...
- 2) Elle n'est pas à vendre
- 3) Recul
- 4) Camba !
- 5) Emotion...
- 6) Les 41 courageux face à...



Gérard Diez La Presse en Revue

## I) Mélenchon accuse Valls de "division générale de la gauche"



Selon le coprésident du Parti de gauche, le vote sur le plan de Manuel Valls est l'occasion pour les socialistes de "faire valoir leur conception de la politique".

AFP

Jean-Luc Mélenchon, coprésident du Parti de gauche (PG), a estimé mardi que le vote sur le plan d'économies de Manuel Valls était l'occasion pour les députés socialistes de "faire valoir leur conception de la politique" face à cette "idée de division générale de la gauche" conduite, selon lui, par le Premier ministre. "Les députés socialistes aujourd'hui, c'est le moment pour eux de faire valoir leur conception de la politique parce que la solution à nos problèmes, c'est eux qui l'ont", a déclaré M. Mélenchon sur France 2. "Il y a dans l'Assemblée nationale une majorité constituée par les socialistes, les écologistes, le Front de gauche. Si on change le point d'organisation, au lieu de l'avoir mis à l'extrême droite du mouvement socialiste avec Manuel Valls, si on le met à gauche, on peut faire une autre politique. Il n'est pas vrai que les députés socialistes sont obligés de voter ça, c'est eux qui ont le pouvoir", a-t-il expliqué.

"Si nous avons, comme on nous le dit, trente à quarante députés socialistes qui ne votent pas ça, ça veut dire qu'on est passé de onze qui s'abstenaient à la confiance à Manuel Valls à trente ou quarante qui ne votent pas sa politique économique. On voit bien que l'initiative Valls, l'idée Valls est une idée de division générale de la majorité de gauche. Non seulement nous sommes dehors, non seulement les Verts sont sortis, mais en plus une partie des socialistes est entrée en dissonance grave, en quasi-dissidence", a développé le candidat du Front de gauche à l'élection présidentielle de 2012. "On ne peut plus continuer comme ça", a estimé M. Mélenchon, qui souhaite "un vote le 25 mai aux européennes qui nous donne de la force", car "on verra qu'il y a une alternative possible".

Le gouvernement soumet mardi au vote consultatif de l'Assemblée son plan de 50 milliards d'économies, indispensable à ses yeux pour la crédibilité française en Europe. Après de longues négociations avec une partie de la majorité socialiste très réticente, Manuel Valls a accepté d'épargner les retraites inférieures à 1 200 euros. "On ne peut pas appeler cela des concessions. Il s'était mis dans l'idée d'aller faire

les poches d'un certain nombre de gens, il décide de ne pas le faire et il faudrait lui dire merci...", a lancé M. Mélenchon.

lepoint.fr

## II) « L'énergie made in France n'est pas à vendre »

Par Les Echos

**« Céder des concessions hydroélectriques, c'est privatiser 12 % de l'électricité française ». Le point de vue de Delphine Batho ancienne ministre et députée PS des Deux-Sèvres .**



« Depuis des mois, des années, de très grandes entreprises guettent l'ouverture à la concurrence des concessions hydroélectriques françaises avec appétit et ne lésinent pas sur le lobbying. » - AFP

Cela figure discrètement page 16 du programme national de réforme qui accompagne le programme de stabilité 2014-2017 sur lequel le Parlement sera amené à se prononcer ce mardi 29 avril : la mise en concurrence des concessions hydroélectriques est décidée et définitivement actée. Sans débat public, contre l'avis unanime de la représentation nationale, qui s'est déjà exprimée avec force par la voie des commissions compétentes à l'Assemblée nationale et au Sénat, on s'apprête non seulement à vendre un bijou de famille, mais à dilapider un trésor national fondamental pour réussir la transition énergétique. Je m'y suis opposée comme ministre, je m'y oppose comme députée.

L'hydroélectricité c'est une grande histoire, celle de la « houille blanche » et de l'industrialisation des vallées de montagne. Plus d'un siècle plus

tard, c'est un des piliers de la politique énergétique de la France. Les ouvrages hydro-électriques représentent 20 % de la puissance installée du mix électrique, ce qui est considérable. C'est 12 % de l'électricité des Français et 20 % de la production nationale d'énergie renouvelable.

C'est aussi 66 % de la capacité de pointe, c'est-à-dire un moyen de production flexible, disponible presque instantanément pour faire face à l'évolution structurelle de la consommation électrique (la pointe augmente de 3 % par an). Tout cela, il est décidé de le privatiser sans réelle discussion. Imaginez un instant qu'un gouvernement envisage d'ouvrir à la concurrence 20 % de la puissance nucléaire, sans doute le silence serait-il moins assourdissant !

### « Rente hydroélectrique »

Depuis des mois, des années, de très grandes entreprises guettent l'ouverture à la concurrence des concessions hydroélectriques françaises avec appétit et ne lésinent pas sur le lobbying. Sont-elles subitement devenues philanthropes ? Evidemment pas. Elles savent que le patrimoine des barrages, grâce aux investissements accomplis par les générations passées, est plus que rentable : l'excédent brut d'exploitation des concessions est de 2,5 milliards par an. Ce qu'on appelle la « rente hydroélectrique » est d'au moins 1,25 milliard d'euros par an. Un joli pactole !

Et ce n'est pas tout. L'électricité produite par les barrages est de loin la moins chère. De 20 à 30 euros le mégawattheure, soit nettement plus compétitive que le prix de l'électricité nucléaire historique. Cet avantage profite aujourd'hui à tous les consommateurs d'électricité puisqu'il intervient dans le calcul des coûts de production d'EDF. Le rapport parlementaire de Marie-Noëlle Battistel et d'Eric Straumann, avec l'appui de François Brottes, a ainsi fait une démonstration implacable : la mise en concurrence des barrages se traduira obligatoirement par une hausse des tarifs de l'électricité pour le consommateur final, c'est-à-dire pour tous les Français.

A l'Assemblée nationale, fait rare, la commission des Affaires économiques a été unanime pour refuser la mise en concurrence. Gauche, droite, tous les députés considèrent qu'il en va de l'intérêt fondamental de la nation. Je n'accepte pas qu'un enjeu aussi considérable ne soit regardé aujourd'hui que comme une contrepartie à faire

valoir auprès de Bruxelles au regard de la situation des finances publiques. C'est ce que signifie le fait que cette décision, qui est pourtant une décision de politique énergétique et industrielle lourde, figure en petits caractères dans les documents annexes au programme de stabilité budgétaire. Mais si reconquérir notre souveraineté face aux marchés financiers passe par la lutte contre les déficits, pourquoi faudrait-il livrer à ces mêmes marchés financiers notre énergie ?

### « L'Allemagne n'a pas hésité »

Un autre chemin est possible. L'Etat peut et doit garder la main sur son hydroélectricité pour en faire un des leviers de réussite d'une transition énergétique compétitive. Nous en avons besoin pour stocker l'énergie, pour faire face à l'augmentation de la pointe électrique, pour équilibrer l'intermittence des renouvelables et pour protéger le pouvoir d'achat des consommateurs face à la hausse structurelle des prix de l'énergie. Nous en avons besoin enfin pour provoquer un choc de compétitivité sur les prix de l'électricité pour les industries électro-intensives.

L'Allemagne n'a pas hésité, elle, à prendre des mesures fortes en la matière et à les faire accepter à Bruxelles, pourquoi la France n'essaie-t-elle même pas ? Nous avons pourtant là, à portée de main, une énergie made in France qui pourrait être mobilisée pour soutenir vraiment les industries exposées à la concurrence internationale.

Un sursaut est nécessaire. Nous ne devons pas accepter cette décision en douce. Cette privatisation qui ne dit pas son nom est contraire aux intérêts de la France. Elle est contraire à toute logique économique, mais aussi à l'ambition de bâtir un nouveau modèle de développement. L'enjeu de la transition énergétique est d'accomplir un vrai progrès de civilisation.

Faire prévaloir enfin des choix de long terme implique de ne pas livrer aux marchés et à la dictature du profit à court terme une part essentielle de notre souveraineté énergétique. Faisons le choix des solutions d'avenir et tournons la page des recettes du passé qui ont fait faillite.

### III) La confiance des ménages affiche un recul de 3 points à 85 points au mois d'avril selon l'Insee



La confiance des ménages en baisse de 3 points en avril, les Français inquiets pour leur situation financière personnelle | danielmoyle | Flickr

Le HuffPost avec AFP

L'indicateur mesurant le moral des ménages français, sur lesquels le gouvernement compte pour soutenir l'économie, affiche en avril un recul de 3 points à 85 points, selon une publication de l'Insee mardi. Il avait connu un rebond de trois points au mois de mars et retrouve donc son niveau du mois de février 2014.

Cet indicateur met en évidence notamment la plus forte baisse depuis mai 1993 de l'opinion des Français sur leur "situation financière personnelle future" et une résurgence des craintes concernant l'emploi, alors que l'Assemblée nationale vote mardi sur le Pacte de responsabilité et de solidarité, censé provoquer un "choc de confiance" dans le pays.

#### **Relancer l'investissement mais aussi la consommation**

Au-delà des mesures elles-même (économies, baisse de charges des entreprises et coup de pouce au ménages modestes), le gouvernement parie sur un effet d'annonce de ces réformes pour relancer l'investissement mais aussi la consommation, au moins à partir de l'année prochaine. Or les statistiques de l'Insee ne vont pour l'instant pas dans ce sens.

La propension à épargner des Français est par exemple restée stable en avril, perdant seulement 1 point et restant "au-dessus de sa moyenne de longue période". De son côté, le gouvernement espère que les ménages vont puiser dans leurs économies pour consommer et soutenir la conjoncture.

"L'opinion des ménages sur le niveau de vie futur en France s'améliore", note cependant l'Insee sur son site, puisque "le solde correspondant gagne 2 points, après une augmentation de 3 points en mars". L'indicateur mesurant le moral des ménages français est calculé par l'Insee en prenant en compte diverses mesures du moral des Français, comme les perspectives personnelles en matière financière, les attentes en termes d'emploi ou l'appréciation de la situation économique du pays.

[huffingtonpost.fr](http://huffingtonpost.fr)

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

## IV) Cambadélis aux députés PS : « Calmons-nous ! »

LE MONDE



Le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis le 28 avril rue de Solferino. | Albert Facelly pour Le Monde

Propos recueillis par Françoise Fressoz et Bastien Bonnefous

Un mois après le séisme des élections municipales, le nouveau premier secrétaire du Parti socialiste publie le 30 avril *L'Europe sous la menace national-populiste*. Un cri d'alarme : Jean-Christophe Cambadélis décrit la France comme « le maillon faible » et pronostique une course à trois PS-UMP-FN pour le second tour de la présidentielle de 2017.

**Le soir du premier tour des municipales, Marine Le Pen annonçait l'avènement du tripartisme en France, un tripartisme PS-UMP-FN. Or, c'est aussi la thèse que vous défendez dans votre livre. Qu'est-ce qui vous pousse à dire cela ?**

**Jean-Christophe Cambadélis :**

De scrutin en scrutin, le FN s'installe dans la vie politique, porté par l'idéologie dominante qui consiste à prôner l'identité plutôt que l'égalité, la purification culturelle et la chasse à l'anti-France. Cette idéologie imprègne toute la droite. On voit bien que l'UMP est tenaillée entre l'idée de voler le feu national-populiste au FN et celle de rester sur des principes classiquement républicains voire gaullistes.

Les questions d'identité, d'insécurité, d'immigration ont pris le pas sur tout le reste. Elles sont au cœur de la concurrence qui se joue à l'intérieur de ce parti et entre ce parti et le Front national. J'ajoute que cette idéologie dominante gangrène tout le pays : pour se développer, le FN a produit et se nourrit de l'idée d'une France dépassée, dépressive, dépravée. Plus le FN progresse, plus il déploie la ligne mortifère d'une France qui s'effondre.

## **Vous annoncez « une lutte à mort » en 2017 entre les trois partis...**

Oui, car l'un d'entre eux ne sera pas au second tour de la présidentielle et cela conduira dans les trois cas à un séisme politique. Si c'est le FN, on dira que la stratégie de la banalisation voulue par Marine Le Pen a conduit à son élimination. Si c'est l'UMP, le choc sera terrible et le débat féroce entre ceux qui voudront se rapprocher de Marine Le Pen et les autres. Si c'est le PS, avec un président sortant, les tensions que nous vivons aujourd'hui autour du plan d'économies seront démultipliées et comme il reste encore dans le pays une force radicale à gauche, le PS se retrouvera dans la même situation que la SFIO moribonde.

## **Il y a une vingtaine d'années, vous étiez à l'origine du « Manifeste » contre le FN. Désormais, vous actez un tripartisme installé. N'est-ce pas le signe de l'échec de la gauche face au FN ?**

Si, l'échec est total. Nous avons surestimé la scission intervenue en 1999 au FN, sous-estimé la banalisation et nous n'avons pas compris le phénomène national-populiste sur le continent européen. Plus grave, nous continuons de commettre une erreur d'interprétation : le FN n'est pas un parti fasciste voire nazi comme il en existait dans les années 1930, même si on trouve des points communs comme la haine de l'immigré. Le FN n'est pas hors les murs de la démocratie, il est en marche. C'est un parti médiatique, une petite entreprise familiale qui dispose d'une certaine hégémonie sur le Net et dont l'ambition est de démolir la République en créant l'apartheid. Son projet est beaucoup plus dangereux qu'un fascisme sépia. Revendiquer la préférence nationale, demander la purification culturelle, exiger que « les Français de souche » soient supérieurs aux « Français de papier », c'est créer les conditions d'une guerre civile entre les communautés.

## **Pourquoi le PS est-il autant sur la défensive ?**

Il n'a pas pris la mesure de notre époque. Il fonctionne toujours sur de vieux logiciels. Du coup, il est incapable de faire le récit de ce qu'il fait et d'en donner le sens. Notre sémantique est devenue effroyablement technocratique. Nous donnons l'impression d'un entre-soi qui écrase la

politique. Franchement, que signifie pour les Français la politique de l'offre et de la demande ? Il faut faire redescendre la gauche dans le peuple car aujourd'hui le Parti socialiste donne l'impression de ne s'occuper que de lui-même.

## **Vous décrivez, plus largement, une Europe rongée par « le national-populisme ». Sur quoi vous appuyez-vous ?**

J'ai été estomaqué d'entendre Geert Wilders, le chef du PVV d'extrême droite aux Pays-Bas, répéter par trois fois à la fin d'une réunion publique : « Vous trouvez qu'il y a trop de Marocains ? On va s'en occuper ! » C'est mot à mot ce que disait Goebbels des juifs ! Ce national-populisme s'appuie sur la xénophobie d'un monde occidental qui constate qu'il a perdu son hégémonie sur le reste de la planète.

Il se nourrit aussi de « l'ordo-libéralisme » de Berlin et de Bruxelles, cette lecture hémiplogique des traités européens. La stabilité s'est transformée en austérité, jetant des milliers de gens dans la rue et des centaines de milliers dans la plus extrême pauvreté. Continuer comme ça est totalement suicidaire.

## **Vous appelez à revoir les critères de Maastricht, vous contestez la règle du 3 % de déficit public au moment où Manuel Valls affirme au contraire s'y conformer. La gauche n'est-elle pas devenue complètement schizophrène ?**

Pas du tout, nous sommes complémentaires. Le gouvernement respecte les traités, c'est bien le moins ! S'en émanciper provoquerait une crise qui ne résoudrait rien. Mais le PS doit se battre pour pousser une nouvelle majorité au Parlement qui les dépassera. Ce chiffre de 3 %, arrêté avant les années de crise, a perdu toute pertinence dans la situation actuelle.

## **Comment espérez-vous vous faire entendre après le désastre des élections municipales ?**

Je pense que les Français ne se tromperont pas de colère. Le sujet de l'élection européenne n'est pas Paris, mais Bruxelles. Si la majorité devient progressiste au Parlement européen, alors le président de la Commission européenne sera progressiste. Les électeurs peuvent changer le

cours de l'Europe.

### **Comment expliquez-vous l'extrême tension qui se manifeste entre le gouvernement et le PS ?**

Le traumatisme post-municipal a été très brutal. En outre, la fronde se nourrit de multiples facteurs, certains politiques, d'autres organisationnels. Les socialistes ont besoin que le gouvernement les écoute. Et ils veulent retrouver le sens de leur action.

### **De nombreux rendez-vous délicats sont prévus cette année : vote du collectif budgétaire cet été, vote du budget à l'automne, faut-il s'attendre à une fronde perpétuelle contre la politique économique ?**

Le rôle du PS n'est pas d'être la courroie du gouvernement mais de peser pour la sortie de crise... Donc, à chaque étape, il faudra du dialogue mais du dialogue pour converger car nous sommes condamnés à réussir : si nous échouons, c'est le PS et la gauche qui seront remis en cause.

### **Plusieurs milliers de militants socialistes ont signé ces derniers jours un appel « pour une autre politique ». Comprenez-vous cette fronde ?**

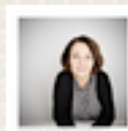
Ne commençons pas à nous envoyer des pétitions à la figure. C'est médiatiquement intéressant mais politiquement nuisible. Nous avons des instances, utilisons-les pour débattre.

### **Comptez-vous sanctionner les députés PS qui voteront contre ou s'abstiendront mardi 29 ? Demandez-vous leur exclusion ? Leur démission ?**

Je ne veux pas brandir de menace mais j'insiste : personne n'a intérêt à s'enfermer dans une posture qui deviendrait une impasse. Si à chaque vote, des élus socialistes votent contre, on n'est plus dans une défiance plus ou moins organisée, mais dans une sécession. Or, personne n'avance d'arguments qui laisseraient présager l'envie d'un rapprochement avec Jean-Luc Mélenchon. Donc calmons-nous. Je suis persuadé que nous pouvons surmonter le trauma municipal et retrouver un certain plaisir d'être de gauche.

### **Quelle est votre ambition à la tête du PS ?**

Lui redonner une identité lisible mais pas dans des débats académiques, dans un dialogue avec notre électorat, à travers les états généraux. Egalité réelle, liberté ordonnée, fraternité laïque. Dès qu'on identifiera le PS à ces trois questions, nos électeurs ne nous bouderont plus.



Françoise Fresso

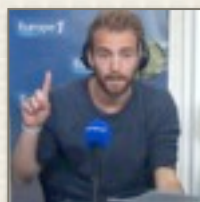
Bastien Bonnefous  
Journaliste au Monde

LAPRESSEENREVUE.EU

## **V) Les larmes de dépit de Marie-Noëlle Lienemann après sa rencontre avec Manuel Valls**



Capture BFM TV



Thibaut Pezerat  
thibaut.pezerat@europe1.fr

Marie-Noëlle Lienemann a passé un sale quart d'heure avec Manuel Valls. La sénatrice socialiste, classée à la gauche du PS, a en effet rencontré le Premier ministre ce matin pour lui faire part des doléances des sénateurs dans le cadre du plan d'économies. Interrogée par BFM TV à l'issue de sa rencontre avec le Premier ministre ce 29 avril,

la sénatrice socialiste explique sa déception, avec quelques larmes dans la voix.

Marie-Noëlle Lienemann s'est ensuite rendue sur le plateau de BFM TV pour expliquer sa colère. Elle en dit plus :

*C'est son caractère mais à la fin pour essayer de nous convaincre, il a fini par nous dire que tout ce qu'on avait dit pendant la campagne, ce n'était pas bien calibré. [...]*

*Tout ce qu'avait fait la gauche depuis des années était à mettre un petit peu au rencard. Et que lui il avait la vérité. Et que sa vérité ressemblait quand même beaucoup à un certain nombre de discours qu'on avait entendus dans le camp opposé. J'ai été personnellement un peu secouée.*

<http://www.dailymotion.com/video/x1s2qw4>

europe1.fr

## VI) Le programme de stabilité de Manuel Valls adopté par 265 voix pour et 232 contre

Les députés ont approuvé les 50 milliards d'économies proposés par le gouvernement. 41 socialistes se sont abstenus.



Le Premier ministre, Manuel Valls, le 29 avril 2014 à l'Assemblée nationale. (ERIC FEFERBERG / AFP)

francetv  
info

Par Francetv info

Jusqu'au bout, l'issue du vote est restée incertaine. Les députés ont finalement voté, mardi 29 avril, le programme de stabilité présenté par Manuel Valls, par 265 voix pour et 232 voix contre. Sur les 564 votants, 67 députés ont préféré s'abstenir. La droite a voté contre à une écrasante majorité, de même que les communistes. Le groupe socialiste a majoritairement voté pour, mais une quarantaine de députés PS se sont abstenus.

Contre.....	: 3
Mme Marie-Françoise Bechtel, MM. Christian Hutin et Jean-Luc Laurent.	
Abstention....	: 41
MM. Pouria Amirshahi, Christian Assaf, Serge Bardy, Mme Delphine Batho, MM. Laurent Baumel, Philippe Baumel, Jean-Pierre Blazy, Mmes Kheira Bouziane-Laroussi, Isabelle Bruneau, Fanélie Carrey-Conte, Nathalie Chabanne, Dominique Chauvel, M. Pascal Cherki, Mme Florence Delaunay, MM. Jean-Pierre Dufau, Henri Emmanuelli, Hervé Féron, Richard Ferrand, Jean-Marc Germain, Jean-Patrick Gille, Daniel Goldberg, Mme Linda Gourjade, M. Jérôme Guedj, Mme Edith Gueugneau, M. Mathieu Hanotin, Mme Chaynesse Khirouni, MM. Christophe Léonard, Arnaud Leroy, Kléber Mesquida, Franck Montaugé, Pierre-Alain Muet, Philippe Noguès, Christian Paul, Michel Pouzol, Denys Robiliard, Mme Barbara Romagnan, M. Gérard Sebaoun, Mme Suzanne Tallard, M. Stéphane Travert, Mmes Catherine Troallic et Paola Zanetti.	
Non-votant(s) :	5
MM. Claude Bartolone (Président de l'Assemblée nationale), Christian Eckert (Membre du gouvernement), Jean-Marie Le Guen (Membre du gouvernement), Mmes Axelle Lemaire (Membre du gouvernement) et Ségolène Neuville (Membre du gouvernement).	
Groupe de l'union pour un mouvement populaire (198) :	
Pour.....	: 1
M. Frédéric Lefebvre	



Jérôme Guedj @JeromeGuedj  
Follow

41 députés socialistes se sont abstenus

Ce programme contient deux principaux volets, à savoir un plan d'économies de 50 milliards d'euros sur trois ans, et le pacte de responsabilité, qui prévoit des baisses massives de charges et d'impôts pour les entreprises.

A l'issue du vote, Manuel Valls a salué "un acte fondateur, important pour la suite du quinquennat du président de la République". "C'était important qu'il y ait un vote qui montre que la majorité, au-delà des débats, approuve ce projet", a-t-il déclaré.



**A Suivre...**  
**La Presse en**  
**Revue**